



Assemblée générale

Distr. générale
10 août 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 17 de l'ordre du jour provisoire*

Les technologies de l'information et des communications au service du développement

Les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture présenté conformément à la résolution 50/130 de l'Assemblée générale.

* A/65/150.

¹ Avec des contributions des organisations suivantes Banque mondiale, Département de l'information de l'ONU, Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation internationale du Travail (OIT), Programme alimentaire mondial (PAM), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).



**Rapport du Directeur général de l'UNESCO
sur la mise en œuvre de la résolution 50/130
de l'Assemblée générale, y compris les recommandations
de la onzième Table ronde interinstitutions
sur la communication pour le développement**

Résumé

Dans sa résolution 50/130, l'Assemblée générale a souligné l'importance des programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies afin d'accroître la transparence de la coordination à l'échelle du système, ainsi que la nécessité de faciliter encore la coopération interinstitutions et de maximiser l'impact des programmes de développement. La Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement de l'Organisation des Nations Unies a servi de mécanisme pour l'échange de données d'expérience et, plus récemment, pour l'examen de la planification stratégique et de l'action concernant les questions de communication, notamment au sein des équipes de pays de l'ONU. L'action qui se poursuit en matière de création de capacité, de suivi et d'évaluation aura des conséquences durables qui démontreront l'importance capitale de la communication dans toute intervention au service du développement.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. La onzième Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement	4
III. La communication pour le développement dans le contexte actuel de l'ONU	6
IV. Les stratégies, cadres et actions de communication pour le développement dans le système des Nations Unies	7
V. Action en collaboration entre les institutions, programmes et fonds des Nations Unies	16
VI. Projets de communication pour le développement au niveau des pays, par thème	18
VII. Conclusions et recommandations	23
 Annexe	
Recommandations de la onzième Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement	25

I. Introduction

1. Le présent rapport, rédigé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), est présenté en réponse à la résolution 50/130 de l'Assemblée générale du 23 février 1996, qui souligne « le rôle important que jouent les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies », et « la nécessité de faciliter davantage la coopération interorganisations et de maximiser les effets produits par les programmes de développement ».

2. La définition de la « communication pour le développement » dans la résolution 51/172 de 1996 de l'Assemblée souligne notamment « la nécessité de soutenir les systèmes de communication réciproques, qui facilitent le dialogue et permettent aux communautés de prendre la parole, d'exprimer leurs aspirations et leurs préoccupations et de participer aux décisions concernant leur développement ». L'Assemblée « estime que les acteurs concernés du développement à l'échelon national, et notamment les responsables et décideurs à tous les niveaux, devraient accorder davantage d'importance à la communication pour le développement, et les encourage à en faire, de façon appropriée, une composante de tous les projets et programmes de développement ».

3. L'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général, en consultation avec le Directeur général de l'UNESCO, de coordonner la Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement sur une base biennale. La rédaction du présent rapport se fonde sur les communications reçues des organisations du système des Nations Unies et analyse leur engagement dans la communication pour le développement et les mécanismes de collaboration interinstitutions visant à assurer un suivi efficace et intégré des actions connexes.

II. La onzième Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement

4. La onzième Table ronde interinstitutions sur la communication pour le développement a été accueillie conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale du 11 au 13 mars 2009 à Washington, sur le thème « Moving Communication for Development up the International Development Agenda: Demonstrating Impact and Positioning Institutionally ».

5. Ont participé à la Table ronde 14 organismes, fonds et programmes des Nations Unies² ainsi que des représentants du Secrétariat³ de l'Organisation des Nations Unies, du Comité d'aide au développement de l'Organisation de

² Banque mondiale, FAO, FNUAP, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), OIT, Organisation mondiale de la santé/Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS), PAM, Plan-cadre des Nations Unies pour le développement, PNUD, UNESCO, UNICEF.

³ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Conseil des chefs de secrétariat, Bureau de la coordination des activités de développement/Groupe des Nations Unies pour le développement, Département de l'information de l'ONU, Commission économique pour l'Afrique (CEA).

coopération et de la Banque mondiale, FAO, FNUAP, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), OIT, Organisation mondiale de la santé/Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS), PAM, Plan-cadre des Nations Unies pour le développement, PNUD, UNESCO, UNICEF, développement économiques (CAD/OCDE), des milieux universitaires, de la société civile et des donateurs. Au total, 45 personnes ont participé au débat.

6. Les objectifs de la Table ronde ont souligné la nécessité de revoir a) les activités actuelles de communication pour le développement et leur impact dans les différentes institutions des Nations Unies, b) le positionnement institutionnel de la communication pour le développement dans le système des Nations Unies, c) l'utilisation de méthodes de recherche fondées sur la communication pour améliorer la conception des projets au niveau des pays, le suivi et l'évaluation, et d) le renforcement des compétences, de la formation et des programmes d'apprentissage en matière de communication pour le développement.

7. Les organisations du système des Nations Unies qui ont participé ont donné un aperçu de leurs activités de communication pour le développement. Les exposés ont montré la diversité des pratiques de communication dans le système des Nations Unies, qui vont de la distribution de documents, de la gestion des crises, des relations publiques, de la gouvernance, de la participation, du plaidoyer pour les droits, du changement comportemental et social, du renforcement des capacités de la presse, des activités de plaidoyer et de mobilisation sociale, de l'utilisation des technologies de l'information jusqu'au renforcement des capacités.

8. Elles ont répété que l'initiative de réforme des Nations Unies intitulée « Delivering as One » est une occasion a) de recenser les manques de capacités, b) d'intégrer la communication pour le développement dans la planification du développement, en particulier par le biais du bilan commun de pays du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, des programmes de stratégie de réduction de la pauvreté, etc., et c) d'introduire l'utilisation d'outils de diagnostic tels que les indicateurs de développement des médias et les audits de la communication dans les pays pilotes du programme Unité d'action des Nations Unies

9. La Table ronde est convenue de promouvoir la communication pour le développement au niveau des pays et des régions et d'assurer une coordination plus étroite avec d'autres mécanismes institutionnels, dont le Groupe des Nations Unies pour le développement. Les participants ont examiné les possibilités d'intégrer la coopération pour le développement dans le Plan-cadre pour l'aide au développement de l'ONU et ont jugé nécessaire de prévoir à cet effet des mesures de plaidoyer en vue de promouvoir la coopération pour le développement dans les lignes directrices des institutions des Nations Unies. Il a aussi été jugé important de produire des outils concrets permettant de démontrer comment la coopération pour le développement contribue aux priorités du programme et au renforcement des capacités du système des Nations Unies grâce à des cadres d'apprentissage.

10. Sur la base des recommandations de deux groupes de travail, la Table ronde a décidé de mettre au point des indicateurs de la communication pour le développement et de créer un éventail d'outils et de documents de référence qui

seraient disponibles auprès des différentes institutions, ainsi que de poursuivre l'institutionnalisation de la coopération pour le développement, y compris son intégration dans le déploiement « 90 » du Plan-cadre pour l'aide au développement de l'ONU.

11. Les organisations du système des Nations Unies qui ont participé à la Table ronde sont convenues a) de concevoir et de mettre en œuvre des actions de plaidoyer pour intégrer la communication pour le développement dans les plans nationaux de développement, b) de mettre au point des indicateurs de suivi et d'évaluation de la communication valables pour tout le système des Nations Unies et ses États Membres, c) d'introduire des mesures de renforcement de l'apprentissage et des capacités et d) de faire une synthèse d'études de cas illustrant les diverses approches de la communication pour le développement dans le système des Nations Unies.

12. L'offre du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) d'accueillir la douzième Table ronde 2011 a été acceptée à l'unanimité, l'OIT s'étant proposée de s'associer à l'UNICEF à cet effet.

13. Le Directeur général de l'UNESCO a invité tous les chefs de secrétariat à désigner des chargés de liaison pour la communication pour le développement et à participer activement à la formulation de l'ordre du jour de la prochaine Table ronde. Globalement, les niveaux d'intérêt et de réponse sont positifs, mais il sera difficile de collaborer activement en aval.

14. Le texte intégral de la recommandation de Washington adopté par les participants à la onzième Table ronde est annexé au présent rapport.

III. La communication pour le développement dans le contexte actuel de l'ONU

15. Durant la période examinée, les organisations du système des Nations Unies ont participé activement au renforcement ou au remaniement de leurs approches respectives en matière de communication pour le développement dans le but de renforcer la collaboration interinstitutions dans le cadre du processus de réforme de l'ONU « Unis dans l'action ».

16. On peut distinguer deux approches de la communication pour le développement parmi les différentes institutions : a) promouvoir un environnement propice à une presse libre, indépendante et pluraliste afin de renforcer l'aptitude de la presse à aller au-delà du rôle de transmetteur d'informations pour devenir un cadre de débat public, de participation démocratique et d'amplification des multiples paroles qui ont du mal à se faire entendre; et b) employer des approches participatives et inclusives appuyées par divers modes de communication : communication interpersonnelle, folklore et pratiques autochtones, presse écrite, presse audiovisuelle, productions audiovisuelles non diffusées par radiotélévision et nouveaux médias, pour mobiliser, faire campagne et répondre à un large éventail de problèmes de développement social, allant de la sécurité alimentaire à l'eau et à l'assainissement en passant par la production agricole, la gouvernance, l'égalité des sexes, les moyens de subsistance, le développement de l'enfant, l'environnement, l'éducation à la santé et à la protection contre le VIH/sida. Cette liste n'est pas exhaustive.

17. Dans ce cadre, l'UNICEF est en train d'élaborer un guide de recherche, de suivi et d'évaluation de la communication pour le développement afin de fournir des instruments de mesure qui permettront à ses agents de terrain d'évaluer l'impact des interventions de communication sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. L'UNICEF pilote aussi la mise au point d'un cadre commun d'apprentissage des connaissances sur la communication pour le développement, en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT (CCI/OIT) et la Banque mondiale et avec l'appui du PNUD et de la FAO.

18. La FAO a invité toutes les institutions des Nations Unies à employer ses indicateurs de développement des médias pour déterminer les interventions opportunes dans leurs efforts de renforcement des capacités de communication visant à permettre au public de participer au débat sur le développement.

19. Le Département de l'information du Secrétariat de l'ONU joue un rôle central dans le travail de communication de tout le système des Nations Unies. Il fait connaître les priorités et objectifs de l'Organisation à tous les intéressés de la planète, tant depuis le Siège que par l'intermédiaire du réseau de 63 centres d'information des Nations Unies disséminés dans le monde. Il a créé le Groupe de la communication de l'ONU, mécanisme de coordination qui harmonise les grandes priorités en matière de communication et apporte une certaine cohérence au travail d'information du système des Nations Unies.

20. Les plates-formes de rencontres du Groupe de la communication, conçues pour mettre en valeur les résultats des programmes des Nations Unies et pour promouvoir une image cohérente du système, ont aussi été employées pour débats sur la communication pour le développement, en particulier dans certains des pays pilote de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Les antennes Groupe de la communication sont devenues l'outil de communication des équipes de pays des Nations Unies, grâce à leur connaissance de la presse locale et des autres principales parties prenantes, ainsi qu'au fait qu'elles sont capables de s'adresser à leurs partenaires locaux dans leur langue. Cet atout, s'il est préservé et orienté dans un sens stratégique, pourra être employé pour renforcer encore la communication pour le développement au niveau des pays.

IV. Les stratégies, cadres et actions de communication pour le développement dans le système des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

21. La FAO est engagée dans une importante réforme qui porte sur la structure du siège et des bureaux extérieurs dans les pays membres et elle va de l'avant avec la communication pour le développement dans le cadre de son nouveau Bureau de l'échange de connaissances de la recherche et de la vulgarisation. Ce service encadre une approche intégrée de la gestion du partage de la communication et du transfert des connaissances et de l'information en rapport avec l'alimentation et l'agriculture et en vue d'une utilisation durable des ressources naturelles de la planète pour répondre aux besoins de connaissances, de technologies et de

renforcement des capacités des pays membres, et pour promouvoir la recherche, l'innovation, la vulgarisation et l'apprentissage.

22. La FAO a récemment axé son action sur le renforcement des capacités de communication pour le développement des pays membres en vue de la mise au point et de l'exécution de stratégies et de services de communication pour le développement dans le cadre des programmes nationaux d'agriculture et de sécurité alimentaire en donnant la priorité a) aux systèmes de communication ruraux et à l'appropriation des technologies de la communication et de l'information à l'appui de l'innovation agricole, b) à la radio rurale communautaire et c) à la communication pour les ressources naturelles.

Organisation internationale du Travail

23. Les méthodes et techniques de communication pour le développement sont employés au moyen des grands médias pour aider les petites entreprises à combler le manque d'informations sur les marchés et la réglementation ainsi que pour faire connaître les problèmes culturels qui, parfois, privent certaines régions de possibilités d'emploi. Un environnement informationnel efficace et riche permet de prendre des décisions en connaissance de cause, fournit des réseaux pour atteindre les clients existants ou futurs et appuie un dialogue ouvert à tous en permettant aux entrepreneurs et aux travailleurs de mieux se faire entendre pour permettre la création d'entreprises appropriées et de stratégies et réglementations de l'emploi adaptées.

24. La concertation entre les trois catégories de mandants de l'OIT – pouvoirs publics, travailleurs et employeurs – offre une base pour une application bien préparée, sur les plans concret et conceptuel, des principes directeurs de la communication pour le développement. En outre, l'approche qui ne laisse personne en marge renforce la crédibilité locale et facilite les partenariats à l'appui du renforcement des capacités, de l'appropriation nationale et de la participation, de manière à faire évoluer les attitudes et les normes et donc à promouvoir la transformation des pratiques sociales et des comportements. Les principaux résultats obtenus grâce aux diverses interventions menées en Asie et en Afrique sont l'amélioration de la qualité des emplois et de la sécurité et de la santé, la promotion d'une culture de l'entreprise et le renforcement de l'influence des petites entreprises dans les politiques et les processus législatifs.

25. Les enquêtes et évaluations ont montré que le fait de collaborer avec les grands médias a permis de travailler à une échelle considérable et d'atteindre des millions de micro-entrepreneurs du Cambodge, de Chine, du Ghana, de l'Ouganda et du Viet Nam. On a constaté de manière récurrente, tant au niveau des politiques qu'à celui des entreprises, que les médias offrent un moyen efficace, novateur et durable de fournir aux populations des pays en développement des outils pour assumer leur développement économique.

Programme des Nations Unies pour le développement

26. La communication pour le développement est un outil essentiel pour lutter contre l'exclusion sociopolitique des pauvres et pour obtenir la participation

indispensable afin de créer un sentiment d'appropriation communautaire ou nationale des plans de développement et des processus de gouvernance.

27. La communication pour le développement est encouragée dans tous les domaines d'activité, conformément au Plan stratégique 2008-2013 du PNUD, qui considère que l'établissement de réseaux d'information et de communication est un moyen essentiel de promouvoir une participation généralisée, élément indispensable d'un développement favorable aux pauvres et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La communication pour l'information continue de faire partie intégrante du programme « Accès à l'information », mais elle est aussi incorporée dans d'autres domaines thématiques de gouvernance démocratique afin de permettre aux peuples de mieux se faire entendre et de participer davantage au processus et de renforcer le respect des obligations redditionnelles des institutions de l'État au moyen d'actions à l'appui des médias et la société civile.

28. Un projet intitulé Communication pour l'émancipation a piloté des évaluations de base au niveau national afin de déterminer les besoins d'information et de communication des groupes marginalisés et vulnérables et de mettre au point des stratégies média-spécifique visant à répondre à ces besoins au Ghana, à Madagascar, au Mozambique, en République démocratique populaire lao et au Népal. Les constats faits en Asie ont mis en lumière l'importance de la radio communautaire pour la réponse aux besoins d'information et de communication des peuples autochtones, en particulier ceux qui vivent isolés. Ces résultats ont intensifié la demande adressée au gouvernement en faveur du déploiement à plus grande échelle de la radio communautaire dans 47 des plus pauvres districts de la République populaire démocratique lao. Le Centre d'Oslo pour la gouvernance du PNUD a formé un partenariat avec l'ONG Communication for Social Change Consortium (États-Unis d'Amérique) pour exécuter ce projet.

29. Des réseaux régionaux d'échange d'informations et de communication ont été créés en Amérique latine et dans les Caraïbes pour renforcer la capacité des organisations d'Afro-descendants et améliorer leur accès à l'information. Aujourd'hui, plus de 20 organisations sont raccordées à l'Internet dans 13 pays de cette région. Des plans visant à créer un site Web commun pour améliorer le fonctionnement des organisations en réseau sont à l'étude. Par ailleurs, le PNUD fournit une aide pour le renforcement des capacités des médias et des organisations de la société civile dans les domaines des normes anticorruption et des pratiques conçues pour renforcer le rôle de vigile des médias.

30. La création de maisons gouvernementales d'information, l'appui à la mise au point de stratégies de communication par les institutions nationales de protection des droits de l'homme et l'utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication pour élargir l'accès à l'information font partie intégrante des actions du PNUD en matière de communication pour le développement.

Fonds d'équipement des Nations Unies

31. Le Fonds d'équipement des Nations Unies, qui opère dans 49 des pays les moins avancés du monde, gère des initiatives de création de capacités de communication conçues pour a) renforcer le développement local et la finance accessible à tous, b) promouvoir la participation et l'engagement des citoyens dans

le gouvernement local, et c) renforcer la planification et l'exécution des services et infrastructures locaux.

32. On considère que les populations à faible revenu devraient tirer profit des institutions de microfinance et de services financiers transparents qui donnent à leurs clients une information suffisante sur la gestion financière pour qu'ils puissent évaluer les différentes possibilités et prendre des décisions en connaissance de cause.

33. En collaboration avec la société financière internationale, le Fonds étudie la possibilité d'employer des téléphones cellulaires pour créer des réseaux de transfert instantané de fonds en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Il cherche à améliorer l'accès des groupes de population pauvres aux services financiers en appuyant des innovations dans la banque mobile, en encourageant la transparence des établissements de microfinance, en promouvant la participation de la population à la planification et à l'établissement des budgets au niveau local, en préconisant la transparence du gouvernement local, en renforçant les capacités de communication des pouvoirs publics et en faisant des évaluations pour recenser d'éventuelles lacunes de la communication entre les notables locaux et leurs mandants.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

34. La communication touche tous les aspects de l'accomplissement de la mission de l'UNICEF qui consiste à plaider pour la protection des droits des enfants, à aider à répondre à leurs besoins essentiels et à faciliter leur épanouissement. La communication pour le développement a été intégrée comme un des éléments clefs de la préparation aux catastrophes, de la réponse et du redressement dans une version révisée du document « Engagements essentiels en faveur des enfants dans l'action humanitaire » et a été introduite en tant qu'élément transversal dans le Plan stratégique à moyen terme 2006-2011 axé sur l'égalité des sexes, les enfants et les adolescents. Un des cinq indicateurs clefs de résultat employés dans le nouveau document de programme de pays mesure les approches participatives et ouvertes de la communication pour le développement. Un exposé de position de la politique et de la pratique de la communication pour le développement a été rédigé pour guider plus de 450 membres du personnel déployés sur le terrain.

35. L'UNICEF dirige une initiative d'apprentissage et de renforcement des capacités ainsi qu'un ensemble d'activités de recherche, de suivi et d'évaluation recommandées par la onzième Table ronde interinstitutions des Nations Unies. Il s'est concentré sur la mise au point d'un cadre commun pour l'apprentissage de la communication pour le développement en ce qui concerne la cartographie des efforts et la recherche de synergies entre les différentes institutions, problème difficile en raison de la diversité des mandats et des priorités de programmation. Il a donc revu sa stratégie et travaille à une échelle moins ambitieuse et plus limitée avec la FAO pour donner aux membres du personnel travaillant au niveau des pays les compétences et connaissances de base en matière de communication pour le développement, tout en respectant l'indépendance et l'autonomie des stratégies des deux organisations. Suite à cet effort, des ateliers d'apprentissage de la communication pour le développement ont été organisés au Bangladesh et au Rwanda avec le concours du PNUD, du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), du Programme alimentaire mondial (PAM) et de

l'Organisation internationale des migrations (OIM) (dans ce dernier pays). D'autres ateliers ont été planifiés pour 2010 en République-Unie de Tanzanie, au Nicaragua, au Maroc et au Kosovo. À mesure que ce travail d'apprentissage et de formation avance dans les différentes institutions, on cherchera à recenser les principaux enseignements tirés de l'expérience et les éléments communs pour les rassembler de manière à créer un cadre commun d'apprentissage et des principes plus larges.

36. La communauté internationale est de plus en plus consciente de la menace que constituent les nouvelles maladies infectieuses issues des interactions entre les écosystèmes animaux et humains qui risquent de compromettre le développement. La participation de l'UNICEF à la prévention de la grippe aviaire a été prolongée sous la forme d'initiatives Unité d'action des Nations Unies dans le domaine de la santé et joue un rôle de premier plan dans ce cadre concernant la communication au sujet des modifications de comportement et de la transformation sociale.

37. L'UNICEF a collaboré avec des établissements universitaires pour créer un programme de Mastère en communication pour le développement en Égypte, un programme d'enseignement sur le droit des enfants dans des écoles de journalisme en Europe centrale et orientale et des cours de communication pour le développement au niveau universitaire en Colombie, au Paraguay, au Nicaragua, en République dominicaine, en Thaïlande, au Pérou et dans l'État plurinational de Bolivie.

Fonds des Nations Unies pour la population

38. Les enseignements tirés des programmes de santé maternelle sont communiqués au public au moyen de messages qui mettent en évidence le travail de l'Organisation ainsi que des témoignages sur les modifications positives obtenues grâce aux programmes de santé maternelle. Les méthodes de plaidoyer et de transformation des comportements au moyen de la communication pour le développement sont conçues sur la base des droits, dans le but de donner aux jeunes des activités et jeux éducatifs qui les mettent en garde contre les pratiques dangereuses, font participer les hommes aux activités de santé procréative et amorcent un dialogue sur les questions de santé procréative qui sont culturellement délicates. Des émissions de radio interactives sont employées pour transmettre des messages de prévention et le personnel des organes de presse est incité à démontrer ses compétences par des concours de contenus concernant la santé procréative. Une grande partie du travail de plaidoyer concernant la communication pour le développement cherche à promouvoir la santé maternelle dans les zones dans lesquelles les capacités des pouvoirs publics sont insuffisantes et à aider les populations marginalisées à revendiquer leurs droits lorsque leur stratégie de subsistance est menacée par les difficultés d'accès aux ressources de la terre et par l'insuffisance de la sécurité alimentaire et de la prévention des maladies.

39. Les nouveaux médias sont employés pour promouvoir un changement social, induisant une plus grande participation des hommes aux activités de santé procréative et pour faire connaître les problèmes qui peuvent être des causes d'infertilité. La distribution de documents sur la communication pour le changement des comportements, la concertation avec les jeunes et des campagnes de mobilisation sociale au sujet de la santé sexuelle et procréative et de la prévention

du VIH ont joué un rôle central dans les actions du FNUAP, principalement en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes.

40. Des experts de la santé procréative coopèrent avec des spécialistes de la communication dans quatre pays d'Afrique pour faire connaître les transformations induites par les programmes de santé maternelle sur une période de deux ans, sur la base d'un ensemble convenu d'indicateurs de santé maternelle. En employant des preuves de ce qui fonctionne et de ce qui n'est pas efficace, les équipes de projet de chaque pays peuvent formuler des arguments convaincants pour obtenir une amélioration du financement, des capacités et de la conception des programmes.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

41. La Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement, réunie tous les deux ans par l'UNESCO, joue un rôle important en rassemblant les institutions des Nations Unies et des partenaires internationaux pour examiner le rôle clef de la communication pour le développement et ses pratiques actuelles.

42. L'UNESCO a pris les mesures pour faciliter l'accomplissement de cette mission : en amont, en promouvant des outils de normalisation et des politiques de médias communautaires et en formant des alliances stratégiques et des partenariats, y compris au sein du système des Nations Unies; en aval, par un appui pour le renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles des médias, en facilitant la tâche des réseaux professionnels, en renforçant la collaboration du système des Nations Unies au moyen des Bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement et en intensifiant les interactions entre les principaux acteurs et parties prenantes.

43. Les indicateurs de développement des médias, entérinés par le Conseil intergouvernemental du Programme international pour le développement de la communication, sont une importante contribution de l'UNESCO en amont. Ces indicateurs définissent le programme autour duquel le système des Nations Unies peut se rassembler pour recenser les lacunes du secteur des médias. Il facilite une approche globale et coordonnée du système des Nations Unies pour créer un environnement propice à la communication pour le développement dans les États membres. Ils sont conçus pour évaluer le degré auquel un réseau de médias contribue à l'amélioration de la gouvernance et à la participation démocratique, et en tire parti, par l'examen de différents critères qui permettent de déterminer si un environnement médiatique est libre, indépendant et pluraliste, notamment 1) la réglementation; 2) la pluralité et la diversité des médias; 3) les médias en tant que forum pour un discours démocratique; 4) le renforcement des capacités professionnelles; et 5) les capacités institutionnelles. Globalement, les indicateurs de développement des médias visent à favoriser la construction d'une écologie médiatique propice à la participation démocratique, à la pluralité de la presse et à la diversité. Ils constituent un outil important pour orienter les efforts des pouvoirs publics et des acteurs non publics qui travaillent dans le domaine du développement des médias. Ils ont été efficacement employés dans le cadre d'évaluations multiparties-prenantes pour recenser les lacunes du paysage médiatique du Bhoutan, de la Croatie, de l'Équateur, des Maldives et du Mozambique, au sujet desquelles

des recommandations sont ensuite transmises aux équipes de pays de l'ONU concernés, ainsi qu'aux pouvoirs publics et aux acteurs non étatiques.

44. Une série d'études sur le terrain faite par l'UNESCO au Mozambique, en Ouganda, au Pakistan, en République-Unie de Tanzanie, au Rwanda et en Uruguay ont permis de déterminer des points d'entrée pour la stratégie et la pratique de la communication pour le développement dans le cadre des bilans communs et du Plan-cadre. Ces évaluations ont montré que la pratique professionnelle de la communication est limitée et que la pratique professionnelle du journalisme est quelque peu compromise en raison du fait qu'on néglige les capacités de communication dans les processus de planification du développement et notamment dans les bilans communs et le Plan-cadre. D'une part, la couverture des événements est limitée et les nouvelles concernant le développement proviennent essentiellement de communiqués de presse publiés par la communauté internationale du développement, souvent reproduits tels quels. D'un autre côté, les métiers de la communication, lorsqu'ils sont exercés par les parties prenantes du développement, sont souvent limités à une pratique d'information du public. Ces limitations aggravent le compromis concernant la communication et la presse en tant que secteur qui est déjà pénalisé par un système de régulation faible, un mauvais accès à l'information et des capacités institutionnelles et professionnelles insuffisantes.

45. En amont, la Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement a permis d'avoir un dialogue interne auquel les institutions compétentes du système des Nations Unies ont répondu en mobilisant leur encadrement et en présentant des rapports sur leur stratégie de développement de la communication qui fait apparaître le caractère transparent de sa mise en œuvre. En aval, les équipes de pays des Nations Unies sont conscientes de la nécessité d'un bon environnement médiatique et ont été touchés par les conditions déplorables dans lesquelles les journalistes doivent travailler et cherché à faciliter l'intégration des indicateurs clefs de communication dans la planification du développement.

46. Les études insistent sur le fait qu'il faut faire davantage dans le cadre des équipes de pays pour intégrer la communication pour le développement dans la programmation conjointe au niveau national.

47. Le processus de réforme Unis dans l'action a été saisi comme une occasion d'introduire des liens pertinents et d'améliorer la sensibilisation globale et l'appui institutionnel à la communication pour le développement dans les équipes de pays. À cet égard, les bureaux extérieurs de l'UNESCO ont contribué à sensibiliser plus de 10 équipes de pays des Nations Unies à la communication pour le développement⁴. Les résultats concrets des premières initiatives sont les suivants : un groupe de travail multi-parties prenantes sur la communication pour le développement en Uruguay; une proposition de stratégie de communication pour le développement pour le Plan-cadre au Chili et en Mozambique; un appui à une première politique nationale de communication pour le développement au Niger; un opération conjointe de planification stratégique de la communication pour le développement au niveau national à laquelle ont participé l'équipe de pays et le

⁴ Cameroun, Chili, Îles Cook, Kazakhstan, Mozambique, Niger, Nioué, Ouganda, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Tadjikistan, Tokelau et Uruguay.

Ministère de l'information au Rwanda, ainsi que des interventions préliminaires concernant la communication pour le développement qui sont prévues dans les bilans communs et le Plan-cadre du Kazakhstan, du Tadjikistan, des Îles Cook, de Nioué et de Samoa et de Tokélaou.

48. Le développement d'une presse pluraliste est une des priorités de toutes les activités menées en aval par l'UNESCO pour promouvoir l'autonomisation de peuples et leur participation active à leur propre développement. Le discours sur l'engagement des peuples dans le développement exige différents niveaux d'activités et de fonctions des médias, y compris au niveau des communautés et de la base. La participation du public est la raison d'être des médias communautaires, qui sont distincts et différents des organes de presse nationaux.

49. L'action menée par l'UNESCO pour donner plus de pouvoir aux communautés marginalisées par un meilleur accès à l'information a permis de développer un discours sur le développement solidement étayé et d'introduire des radios communautaire et des centres multimédias communautaires dans 37 pays⁵ de toutes les régions, dont 20 d'Afrique. Le plaidoyer à l'appui des médias communautaires a fait de grands progrès dans des pays comme le Bangladesh et l'Inde; en amont, l'UNESCO a lancé un processus pour identifier les meilleurs pratiques dans les domaines des politiques et de la législation, de la gestion et de la durabilité, de la programmation innovante et de la mesure objective de l'impact. Une réunion de groupe d'experts a appelé l'attention sur l'emploi de téléphones mobiles en tant que moyen de diffuser des services d'information. Deux réunions régionales, en Namibie et en Mauritanie, ont encouragé la reconnaissance légale et le soutien des radios communautaire au moyen de lois appropriées, de processus transparents d'octroi de licences et de rabais sur les droits de licence. Toutefois, dans de nombreux pays une importante réorientation est nécessaire pour introduire des politiques de régulation de la radiodiffusion et de la télédiffusion communautaires. Par ailleurs, une analyse des possibilités de distribution de contenus audio ou vidéo faciles à recevoir sur téléphone mobile et produits par des médias communautaires dans des pays en développement est en cours.

50. En aval, l'UNESCO a lancé 26 projets de développement de médias régionaux et 107 projets nationaux concernant la liberté d'expression, les médias communautaires et la formation de professionnels de la presse dans 71 pays, dans le cadre d'un budget total de 3,7 millions de dollars, par l'entremise du Programme international de communication pour le développement.

51. L'UNESCO a mis au point un programme modèle, largement salué, pour la formation des journalistes au niveau tertiaire. Les programmes d'enseignement sont fondés sur une approche globale et multidisciplinaire et 54 écoles de journalisme de 44 pays en développement ont commencé à les adapter. Les matières enseignées sont la santé publique, la politique, l'environnement, l'éducation, les mouvements sociaux, la science, l'économie, les sports et la culture, la gestion des médias, l'économie des médias et le droit des médias, ainsi que des matières générales de base.

⁵ Angola, Arménie, Bangladesh, Bénin, Cameroun, Chili, Congo (formation), Côte d'Ivoire, Équateur, Gabon, Gambie, Ghana, Guyana, Inde, Jamaïque, Kenya, Kirghizistan, Mali, Malawi (formation), Mauritanie (formation), République de Moldova, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Ouganda, Palau, Paraguay, Saint-Kitts-et-Nevis, Sénégal, Somalie, République-Unie de Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Timor Leste, Vanuatu et Zambie.

52. Les critères définis par l'UNESCO pour l'excellence en matière d'enseignement du journalisme ont été adaptés par 21 éventuels centres d'excellence et de référence en matière de formation journalistique en Afrique. Ces centres satisfont progressivement les conditions à réunir pour parvenir à un niveau d'excellence, grâce à un appui suivi du Programme international de communication pour le développement et du programme ordinaire. Ce travail fait en Afrique a suscité une initiative similaire dans trois bureaux sous-régionaux de l'UNESCO en Amérique latine.

53. La stratégie de partenariat avec des médias de l'UNESCO dans le domaine de l'éducation au développement durable a suscité un intérêt considérable et a conduit à la tenue de la première Conférence internationale sur la radiotélévision et le changement climatique, organisée de concert avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (Paris, septembre 2009). À cette occasion, des diffuseurs nationaux ont échangé six heures d'émissions pour sensibiliser la population aux changements climatiques dans plus de 150 pays. La Déclaration de Paris adoptée par la Conférence a souligné que « l'accès à une information pertinente sur le changement climatique est essentiel pour préserver la vie sur terre et la survie de l'homme ». Les parties prenantes se sont engagées à améliorer la qualité et la quantité des contenus concernant le changement climatique par des activités de renforcement des capacités, de création de réseaux et d'échange d'émissions. Dans ce domaine, l'UNESCO a apporté une contribution notable en formant 230 formateurs de professionnels des médias pour faciliter le renforcement des capacités dans 56 pays. Le Manuel de formation intitulé *Media as partners in education for sustainable development: A training and resource kit* a été publié dans trois langues importantes pour faciliter la formation permanente en matière d'information sur les questions de développement durable, notamment le changement climatique, l'eau et la biodiversité. Un modèle similaire a été produit pour les formateurs de la télévision sur la base du réseau de producteurs d'émissions de télévision sur le VIH et le sida de l'UNESCO, structure de production de contenus et de création de capacités qui a aidé 230 producteurs de télévision de 74 pays à produire plus de 100 documentaires courts sur le VIH et le sida.

54. Les programmes de communication pour le développement ne peuvent pas être efficaces sans une participation consciente des femmes aux structures de création de capacités et aux processus décisionnels. Pour bien faire comprendre la nécessité de l'équilibre des sexes dans les professions de la presse et pour faire connaître le point de vue des femmes dans les contenus audiovisuels, l'UNESCO a mené une campagne en ligne et un forum sur le thème « Les femmes font l'actualité ». Un rapport mondial sur le statut des femmes dans les organes de presse de 66 pays a été rédigé en collaboration avec la Fondation internationale pour les femmes dans les médias. La Conférence internationale sur le thème « Ethics and Gender – Bringing Equality in the Newsroom » (Bruxelles) et une publication intitulée « Getting the balance right: Gender equality in journalism » ont été organisées et produites en collaboration avec la Fédération internationale des journalistes. Trente-six cadres des médias du Mali et 20 cadres des médias du Burkina Faso ont été formés dans le domaine de l'égalité des sexes et des technologies de l'information et de la communication.

55. Les progrès techniques des téléphones et autres dispositifs mobiles multiplient les possibilités de communication interpersonnelle. Le décodage des médias, défi majeur, permet aux gens de mieux comprendre et évaluer les conditions et fonctions

des médias, y compris les compétences de base requises pour la production de contenus. L'UNESCO a mis au point un modèle universel pour la familiarisation avec les médias et l'information, module clef de la formation des enseignants; elle a aidé la Commonwealth Broadcasting Association à formuler des lignes directrices pour les contenus générés par les utilisateurs et a organisé quatre ateliers régionaux pour former des enseignants afin qu'ils puissent aider les écoliers à mieux comprendre les médias et l'information dans le cadre du processus d'apprentissage et d'enseignement.

Programme alimentaire mondial

56. Dans le cadre de son action visant à renforcer la capacité des pays de protéger les moyens d'existence en cas de catastrophe ou autre situation d'urgence et à réduire la faim chronique et la sous-alimentation, le PAM emploie des méthodes de communication pour le développement dans la recherche/formation pour l'analyse des micronutriments pour les enfants de moins de 3 ans et le bouche-à-oreille pour inciter les parents à utiliser correctement les compléments de micronutriments nécessaires. Des méthodes participatives et de travail en groupe sont employées pour sensibiliser les travailleurs du secteur des transports à prévention du VIH.

Banque mondiale

57. Le Département communication opérationnelle de la Vice-Présidence aux affaires extérieures continue de planifier et d'exécuter des interventions dans le domaine de la communication pour accroître l'efficacité du développement. Il met l'accent sur les systèmes et processus d'information considérés comme des éléments transversaux essentiels de la dynamique sociopolitique et économique des sociétés. Tous les acteurs des médias et la société civile sont considérés comme des acteurs clefs du développement. Sa stratégie a évolué vers l'intégration des outils d'information et de communication dans tous les projets et programmes. Elle donne la priorité à un engagement systématique et durable, par opposition à des interventions ponctuelles ou à sens unique en matière de communication. Elle considère qu'une compréhension plus profonde, un savoir technique et un savoir acquis par l'expérience sont essentiels pour obtenir un engagement efficace des parties prenantes en vue d'améliorer les résultats des efforts de développement.

V. Action en collaboration entre les institutions, programmes et fonds des Nations Unies

58. L'UNICEF et la FAO ont mené des initiatives indépendantes ou conjointes au niveau des pays pour renforcer les connaissances et compétences des membres de leur personnel en matière de communication pour le développement. En 2009, des ateliers de formation à la communication pour le développement ont été organisés dans plusieurs régions. Par exemple, au Bangladesh, le PNUD, le FNUAP, le PAM et l'OIM ont participé à une formation à la communication pour le développement organisée par l'UNICEF. Au Rwanda, l'équipe « Unis dans l'action » a organisé, de concert avec le Ministère de l'information, un atelier de 5 jours pour former des représentants de l'État et des professionnels de la communication de l'ONU à la

communication pour le développement. Le PNUD et l'UNESCO ont organisé un atelier à l'intention des chargés de communication de l'équipe de pays à Moscou. Pour 2010, des stages de cinq jours animés par l'UNICEF sont prévus en République-Unie de Tanzanie, au Nicaragua, au Maroc et au Kosovo. Dans plusieurs cas, des homologues nationaux et infranationaux participeront à la formation, de même que des représentants de partenaires des Nations Unies et des membres de la société civile et d'organisations non gouvernementales. Avec la maturation de ces activités d'apprentissage et de formation dans les diverses institutions, on pourra tirer des enseignements essentiels et cerner des éléments clefs pour en faire une synthèse de manière à créer un cadre et des principes d'apprentissage communs.

59. Un Groupe de travail composé de membres de l'OIT, du PNUD, de l'UNESCO et de l'UNICEF a mené une activité de plaidoyer, indépendante ou conjointe, au niveau du siège et des pays, afin d'attirer l'attention sur la communication pour le développement. Dans la mesure du possible, les groupes de la communication de l'ONU, les responsables de ces groupes et des représentants du Département de l'information ont été invités à des réunions ou à assister à des exposés et appelés à collaborer.

60. La FAO et l'Instance permanente sur les questions autochtones promeuvent des initiatives pour renforcer les capacités des populations autochtones par des consultations et des activités de création de réseaux. En particulier, la Stratégie de la communication pour le développement a été appliquée à la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre de l'adaptation de l'agriculture, de la foresterie et des pêches aux changements climatiques.

61. L'UNESCO, de concert avec l'Union internationale du travail (UIT), la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (ONU/DAES, la Commission économique pour l'Afrique (CEA/ONU), la Commission économique pour l'Europe (CEE/ONU), la Commission économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ont entrepris de structurer la coordination globale multi parties prenantes de la mise en œuvre des lignes d'action issues du Sommet mondial sur la société de l'information.

62. Comme nous l'avons dit au paragraphe 51 ci-dessus, l'UNESCO a organisé, en collaboration avec le PNUE, la première Conférence internationale sur le thème « Radiotélévision et changements climatiques » (Paris, septembre 2009). À cette occasion ont été échangées six heures d'émissions de radiotélévision entre des diffuseurs nationaux de 150 pays et a été adoptée la Déclaration de Paris qui insiste sur le fait que « l'accès à l'information relative aux changements climatiques est crucial pour le maintien de la vie sur cette planète et pour assurer la survie des êtres humains ». Les parties prenantes se sont engagées à améliorer la qualité et la quantité des contenus concernant le changement climatique par la création de capacités et de réseaux et l'échange d'émissions.

63. Le PNUD mène un plaidoyer pour la communication pour le développement et a produit un opuscule interinstitutions qui décrit les approches de la communication

pour le développement dans le système des Nations Unies, illustrées par des études de cas provenant notamment de la FAO, de l'OIT, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), de l'UNESCO et de l'UNICEF. Le PNUD a fourni un appui pour la création de radios et de centres multimédias communautaires à Bakassi (Cameroun), en collaboration avec l'UNESCO.

64. L'UNICEF dirige a) la phase préparatoire de la douzième Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement qui se tiendra en 2011, et b) la réalisation d'une initiative en matière d'apprentissage et de capacités et la mise au point de la trousse à outils pour la recherche, le suivi et l'évaluation recommandée par la onzième Table ronde interinstitutions.

65. La communication pour le développement est un élément clef de l'initiative du Gouvernement bangladaïsi en matière de santé maternelle et néonatale, qui est exécuté conjointement par l'UNICEF, le FNUAP, l'OMS et la Banque mondiale dans quatre districts dans le cadre de l'initiative Health 4 du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

VI. Projets de communication pour le développement au niveau des pays, par thème

Médias communautaires pour promouvoir l'expression et la participation

66. Au Mozambique, trois radios communautaires vont intégrer des équipements de télécentres pour transformer leurs services en centres multimédias communautaires. Le projet appuyé par l'UNESCO contribuera aussi à renforcer le réseau de centres multimédias communautaires qui existe dans l'ensemble du pays. On est en train de mettre au point et de valider un modèle pour la production de contenus à base communautaire en associant des comités locaux de développement à la planification et à la réalisation de chaque plan de travail concernant un centre multimédia communautaire.

67. En Jamaïque, le premier centre multimédia communautaire mobile iStreet Lab a été lancé dans une communauté des quartiers centraux de Kingston. Il a été construit sur une benne à ordures roulante et équipé d'ordinateurs portables, d'un émetteur radio, d'un journal communautaire électronique, d'un accès Internet sans fil et d'autres périphériques. Deux stations radios, JET FM 88.1 Voice of the Hills of St. Mary et la première radio d'association d'agriculteurs, sont entrées en service durant la période considérée.

68. La FAO a organisé des consultations techniques avec diverses organisations partenaires pour recenser les questions récurrentes dans les projets et activités de radio rurale, promouvoir l'échange d'informations sur les initiatives en cours et explorer des possibilités de partenariat avec certains pays en développement qui réalisent des projets de radio rurale. Elles se concertent en permanence avec le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), l'Association Panos, la Fondation Hironnelle, le Centre de formation de Radio Pays-Bas, Farm Radio International et l'Association mondiale des radios communautaires (AMARC).

69. L'UNICEF et le Bangladesh Network for Radio and Communication s'emploient à renforcer l'investissement des exploitants de radio dans leurs communautés et à introduire des méthodes de production pour la communication d'enfant à enfant afin d'accroître la pertinence des contenus pour tous les classes d'âge. Elle est intervenue auprès du Ministère de l'information et du Parlement pour préconiser la délivrance d'un nombre plus élevé de licences de radios communautaires et a entrepris des discussions exploratoires avec le groupe de la communications des Nations Unies pour analyser et conjuguer les efforts à l'appui de la radio communautaire.

70. La Communication en faveur de l'autonomisation des peuples autochtones d'Asie est une initiative appuyée par le PNUD qui a fait des évaluations des besoins d'information et de communication en République démocratique populaire lao et au Népal parmi les peuples autochtones. En RPD lao, ces évaluations ont souligné l'importance du rôle joué par les radios communautaires pour répondre aux besoins d'information et de communication des peuples autochtones, en particulier dans les zones isolées. Les résultats de l'évaluation ont renforcé l'appui à une demande pour que le Gouvernement déploie cette initiative de radios communautaires dans 47 districts les plus pauvres du pays.

La parité hommes femmes dans les professions des médias et le point de vue des femmes dans la presse écrite et audiovisuelle

71. En Égypte, un programme conjoint de l'UNICEF et du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), commencé en 2008, consiste à étudier la manière dont les femmes sont représentées dans les médias égyptiens et plaide auprès des décideurs et des patrons de presse pour l'amélioration de la qualité et de la couverture des questions intéressant les femmes dans la presse écrite et audiovisuelle.

72. La pertinence de la liberté d'information en tant que moyen de faire progresser les droits et l'autonomisation de la femme en Afrique a été soulignée à une Table ronde organisée par l'UNESCO à Paris où a été lancé l'ouvrage de référence contenant une série d'études de cas sur l'Afrique du Sud, le Cameroun, le Ghana, le Kenya et la Zambie (Freedom of Information (FOI) and Women's Rights in Africa). Une Table ronde régionale a adopté des recommandations visant à rééquilibrer la proportion d'hommes et de femmes travaillant dans les médias et à lutter contre l'image stéréotypée des femmes dans la presse; ces recommandations ont été appuyées par l'UNESCO.

Développement local, gouvernance et finance accessible à tous

73. Le projet Communication pour l'autonomisation du PNUD appuie des maisons d'information du Gouvernement dans trois districts du Timor-Leste et cherche à promouvoir des synergies entre les médias locaux et les organisations de la société civile afin d'améliorer l'accès des populations marginalisées à l'information et aux

réseaux de communications pour leur permettre de négocier avec les autorités locales au sujet des questions de développement local.

74. Le FENU cherche à offrir de nouvelles possibilités aux personnes et communautés pauvres en améliorant leur accès à la microfinance et aux capitaux d'investissement. Les programmes sont conçus en vue de mobiliser des flux de capitaux supplémentaires du secteur privé, des gouvernements et des partenaires du développement pour maximiser l'impact sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Les obligations redditionnelles des fonctionnaires sont renforcées par un meilleur accès du public à l'information et par une sensibilisation aux rôles et responsabilités des collectivités locales. On a constaté que des initiatives en matière de transparence et une formation aux rudiments de la finance permettent d'améliorer la communication entre les fournisseurs de services financiers et leurs bénéficiaires. Le FENU travaille en partenariat avec une initiative sur la transparence de la microfinance pour faire en sorte que le taux d'intérêt effectif des crédits soit communiqué. On est en train de faire une enquête sur les compétences financières de base pour évaluer les besoins de formation financière et pour mettre au point des outils de formation adaptés aux groupes vulnérables.

75. Le Groupe de la pratique de la gouvernance de la Banque mondiale réalise le programme Communication pour la gouvernance et les obligations redditionnelles (CommGAP) en vue de renforcer le rôle de la communication dans la réforme de la gouvernance. Elle agit sur trois grands axes : les processus, les structures et le renforcement des capacités, et traite de questions essentielles d'économie politique, du rôle de la sphère publique dans la conception des programmes de gouvernance et du renforcement des capacités des chercheurs, professionnels de la communication et administrateurs des réformes dans les pays en développement.

Participation et engagement des citoyens

76. Les méthodes de planification participatives du FENU en matière de programmes de développement local encouragent une plus grande association de la communauté au choix et à la hiérarchisation des projets de développement des services publics et des infrastructures. Au Yémen, au Bangladesh et au Timor-Leste, la transparence du gouvernement et l'obligation de rendre des comptes aux citoyens ont renforcé les capacités. Des panneaux d'affichage indiquent les fonctions des autorités locales, les décisions et les budgets. Une enquête sur la connaissance des questions de gouvernement local a été faite et un programme de petits dons fondés sur les résultats a été mis en place pour faciliter l'accès à l'information. En conséquence, les Union Parishad (UP) du Bangladesh ont plus que doublé la fréquence de leurs communications entre les mandants et leurs représentants et le taux de participation aux réunions locales de planification. Au Yémen, une stratégie d'ouverture a permis d'accroître la participation des femmes aux réunions de planification. Au Timor-Leste, l'offre d'information a été renforcée par la création d'un service de la communication au Ministère de l'administration nationale et de la gestion du territoire, par la formation de fonctionnaires et par des modules d'éducation civique.

77. Au Kirghizistan, il existe un système d'information automatisé appelé « Aiyyl », élément d'un projet de gouvernement électronique appuyé par le PNUD,

qui offre des téléconsultations médicales aux communautés dans plusieurs douzaines de municipalités rurales. Le gouvernement électronique fournit des circuits de communication nouveaux et novateurs pour améliorer l'interaction entre le public et les institutions officielles.

Information et diffusion de messages par l'intermédiaire des médias et des organisations de la société civile

78. En Ex-République yougoslave de Macédoine, le PNUD aide au renforcement des capacités des médias et des organisations de la société civile en matière de normes anticorruption et de pratiques et de déontologie et leur permet de jouer leur rôle de vigile. Le projet Fighting Corruption to Improve Governance a formé au journalisme d'investigation 30 journalistes qui ont contribué à la création d'un réseau informel de journalistes d'investigation travaillant pour des organes nationaux et locaux.

79. En Ouganda, le FENU appuie des programmes de radio qui informent sur des questions de gouvernance locale. Il facilite les enquêtes des journalistes pour produire des reportages d'intérêt humain et sensibiliser le public aux avantages qu'apporte le programme.

80. L'UNICEF forme des alliances avec le Bangladesh Network of Radio and Communication pour encourager et appuyer la production d'émissions de radio promouvant l'engagement communautaire et de programmes de radio mettant en relation les enfants entre eux. Il est en train de créer une base de données avec les numéros de téléphone portable et d'autres informations sur ces journalistes afin de faciliter la diffusion de messages et d'informations au niveau local.

81. Au Maroc, l'Observatoire national des droits de l'enfant et l'UNICEF produisent un rapport annuel sur la situation des enfants dans les médias. Ce rapport contribue à une action de plaidoyer visant à ce que les jeunes apparaissent plus souvent dans les médias et encourage les journalistes à respecter les principes déontologiques en matière de reportage sur les enfants.

82. Au Cambodge, le FNUAP et l'UNESCO facilitent la projection de courts métrages dans un festival à ciel ouvert pour faire connaître les obstacles aux services de santé procréative et les pratiques dangereuses associées aux accouchements en zones rurales.

83. Le FNUAP honore des professionnels des médias dans les îles des Caraïbes anglophones et néerlandophones pour leur contribution à un large éventail de questions concernant la population et le développement.

84. En Guinée, le FNUAP a signé un contrat avec 10 stations de radio rurale et cinq stations de radio urbaine pour former les animateurs à des questions telles que l'égalité des sexes, la santé procréative et les questions de population, en faisant parler les gens de leur expérience quotidienne et en abordant des thèmes souvent difficiles et tabous.

85. En Bosnie-Herzégovine, l'UNICEF a aidé l'ONG locale Genesis Project à mener des programmes d'éducation aux risques associés aux mines, à apprendre aux enfants à éviter le danger des mines terrestres, des munitions non explosées et des armes à feu. Le Genesis Project emploie les spectacles de marionnettes, des

émissions de TV, l'éducation par les pairs et divers jeux et histoires pour mener son action.

86. En Somalie, le FNUAP et le World Service Trust de la BBC ont lancé une émission de radio pilote intitulée Humanitarian Lifeline pour améliorer l'accès des personnes déplacées, des réfugiés et des migrants à l'information sur la santé et la sécurité.

87. Dans le cadre de la campagne du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies Tous unis – Fin à la violence à l'égard des femmes, le FNUAP a participé à la conception d'un jeu vidéo inspiré du football, destiné aux garçons de 8 à 15 ans, appelé Breakaway, qui sera produit en anglais, français et espagnol.

Mobilisation sociale et plaidoyer pour les changements de comportement en matière de santé maternelle et de santé procréative

88. Le projet Le fleuve de l'espoir du PAM fait partie du programme conjoint des Nations Unies « Transportant de l'Espoir » mené en République démocratique du Congo. Il comporte diverses activités de communication concernant le VIH et le sida qui emploient des méthodes de groupes de discussion et des méthodes participatives pour lutter contre l'ostracisme et la discrimination et pour former des éducateurs de pairs dans les équipages des bateaux de transport fluvial. Une équipe de cinq vulgarisateurs voyagent sur l'itinéraire Kinshasa-Kisangani pour sensibiliser les équipages des bateaux, les pilotes de bateaux taxi, les pêcheurs, les travailleurs sexuels et les collectivités riveraines à la prévention du VIH et leur donner un appui psychologique.

89. En Indonésie, le FNUAP emploie la communication pour le développement afin d'accroître la participation des hommes aux activités de santé procréative. Au Viet Nam, il l'emploie pour produire et distribuer des documents pédagogiques sur les changements de comportement en matière de santé sexuelle et procréative et de prévention du VIH; au Myanmar, il l'emploie pour promouvoir la communication visant la modification des comportements par la participation des membres des communautés elles-mêmes; en Mongolie, pour appuyer une campagne de santé procréative appelée I Love Myself, and You; enfin au Bénin, il organise des sessions de mobilisation sociale en vue de réduire la mortalité maternelle.

90. En Jordanie, la campagne interinstitutions Ma'An, lancée en novembre 2009, vise à réduire la maltraitance physique et verbale des enfants dans toutes les écoles publiques et dans celles gérées par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Partenariats avec les congrégations religieuses, les parlementaires et les institutions s'occupant des droits de l'homme

91. En République démocratique du Congo, au Kenya et au Nigéria, l'UNICEF a conclu des accords avec plusieurs organisations confessionnelles pour les sensibiliser à des actions qui requièrent une participation de la population au sujet de questions sociales allant de l'assainissement et de l'hygiène jusqu'au problème

des mariages précoces de fillettes. Au début de 2010, l'UNICEF et l'ONG Religions pour la paix a publié une brochure de plaidoyer intitulée *From Commitment to Action: What Religious Communities Can Do to Eliminate Violence against Children*. L'UNICEF collabore avec des réseaux de chefs religieux qui réunissent plus de 2 000 imams et de 75 moines bouddhistes de populations autochtones du Bangladesh.

92. En Iran (République islamique d'), le FNUAP a commencé un dialogue avec les chefs religieux et les parlementaires pour communiquer au sujet de questions culturellement délicates en matière procréative. Avec l'appui du FNUAP, le Parlement iranien est en train de créer un comité de la population et du développement, qui est le premier lien officiel entre le Parlement iranien et l'Organisation des Nations Unies.

93. Le Centre régional de Bratislava du PNUD a formé des institutions nationales de défense des droits de l'homme et d'autres institutions participantes de la Communauté d'États indépendants en vue de mettre au point et d'exécuter des stratégies de communication pour la protection et la promotion des droits de l'homme.

Marketing social

94. Le PAM a travaillé avec des communautés pour produire des outils de communication labellisés au sujet du bon emploi des poudres de micronutriments afin de prévenir le rachitisme et l'anémie chez les enfants âgés de 6 à 24 mois.

VII. Conclusions et recommandations

95. Il faut que l'intérêt croissant pour l'intégration systématique de la communication pour le développement dans les organisations du système des Nations Unies se traduise par des actions concrètes au niveau des pays afin que la communication pour le développement occupe une bonne place et dispose de ressources suffisantes dans la programmation du système.

96. Il convient que le groupe qui organise la Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement s'efforce de nouer des liens officiels avec le Groupe des Nations Unies pour le développement, première étape de l'adoption de méthodes de travail harmonisées et cohérentes. Cela devrait permettre de résoudre certains problèmes communs, en particulier ceux qui ont trait à l'intégration de la communication pour le développement dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en tant qu'activité prioritaire.

97. La Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement continuera d'être un mécanisme utile pour la rationalisation de la planification stratégique et de l'action en matière de communication et pour l'ouverture d'un dialogue au sein des équipes de pays des Nations Unies. La priorité permanente donnée au renforcement des capacités et au suivi et à l'évaluation aura des conséquences durables et à long terme.

98. La Table ronde interinstitutions permet un échange fécond d'idées et de points de vue avec le Groupe de la communication des Nations Unies sur la

communication pour le développement, qui met en relief les différences et les complémentarités entre les programmes de communication pour le développement et ceux qui ont pour objet d'assurer une meilleure visibilité du système des Nations Unies.

99. Dans le cadre du processus de réforme des Nations Unies en cours, il apparaît important de veiller à ce que des ressources soient allouées aux efforts visant à faire de la communication pour le développement un volet prioritaire de toutes les activités de programmes des organismes, fonds et programmes, y compris la formation de spécialistes des Nations Unies en la matière.

100. Il faut que les processus et recommandations de la Table ronde soient pris en considération à tous les niveaux de l'encadrement pour que l'engagement soit institutionnalisé et durable

101. L'axe principal de la programmation de chaque institution des Nations Unies varie au niveau interinstitutions. Les stratégies de communication pour le développement peuvent être différentes mais il faut qu'elles restent cohérentes et complémentaires selon le principe « Unis dans l'action ». Il faut faire un investissement continu pour renforcer les capacités de communication pour le développement, en particulier celles des équipes de pays des Nations Unies et des États Membres, par des activités d'apprentissage, des tables rondes, des programmes de formation, un renforcement de la collecte et de l'analyse de connaissances et données en rapport avec la communication pour le développement et la diffusion et le partage de l'information.

Annexe

Recommandations de la onzième Table ronde interinstitutions des Nations Unies sur la communication pour le développement

Recommandations concernant le positionnement institutionnel

1. Formuler une stratégie de plaidoyer de Table ronde des Nations Unies sur la communication pour le développement (« emballage » du produit) comprenant :
 - 1a. La rédaction d'exposés sur les bonnes pratiques de certains programmes de communication pour le développement (Rwanda, Pakistan et autres), qui seront distribués efficacement aux acteurs clefs d'ici à la fin de 2009; cette action sera menée par l'UNESCO en collaboration avec la FAO, le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF.
 - 1b. Produire la brochure sur la communication pour le développement des Nations Unies d'ici à la fin de 2009. Le PNUD conduira cette action en collaboration avec la Banque mondiale, l'UNESCO, l'OIT, la FAO et l'Organisation mondiale de la santé/Organisation panaméricaine de santé (OMS/OPS).
2. Fournir un cadre commun d'apprentissage de connaissances sur la communication pour le développement permettant de renforcer les capacités du système des Nations Unies et des acteurs étatiques et des tiers. Proposition à présenter aux organisations du système des Nations Unies d'ici à la fin de 2010. L'action d'apprentissage et de renforcement des capacités sera conduite par l'UNICEF, le Centre international de formation de l'OIT, et la Banque mondiale, le PNUD et la FAO ont accepté d'y collaborer.
 - 2a. Mettre au point une plate-forme de gestion des connaissances interinstitutions en matière de communication pour le développement; cette activité sera pilotée par le PNUD.
3. Expliquer et promouvoir la communication pour le développement au niveau des pays et des régions. Ont accepté de participer à cette activité l'UNESCO, la Banque mondiale, le FNUAP, la CEA, l'OMS/OPS et le FENU.
4. Promouvoir la communication pour le développement au moyen de mécanismes régionaux et autres mécanismes interinstitutions, y compris des mécanismes régionaux de coordination, le Groupe des Nations Unies pour le développement, le Groupe de la communication des Nations Unies, le Groupe des Nations Unies sur la société de l'information, le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et des plates-formes comme WebDev. Toutes les institutions contribueront à cet effort et il sera rendu compte des résultats à la douzième Table ronde.

**Recommandations pour le renforcement du suivi
et de l'évaluation en matière de communication
pour le développement**

1. D'ici à la fin de 2010, créer un groupe de travail interinstitutions chargé de mettre au point un cadre commun de suivi et d'évaluation en matière de communication pour le développement; cette activité sera pilotée par le PNUD en collaboration avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale et l'OMS/OPS. Quatre étapes ont été proposées :
 - 1a. Éventail des approches adoptées par toutes les institutions;
 - 1b. Définition et synthèse d'ensembles d'indicateurs et de méthodes;
 - 1c. Définition et synthèse de projets de lignes directrices et d'outils existants;
 - 1d. Établissement d'une documentation sur le cadre de suivi et d'évaluation existant.
-